

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4418 - Mardi 6 mars 2018 - Prix : 10 DA

De nationalité égyptienne

Oran : l'ex-P-DG de la société Sorfert condamné à 5 ans de prison

Page 24

Plus de 14 millions de journées d'arrêt de travail remboursées en 2017
Zemali promet de sévir pour rétablir les caisses de la Cnas

Page 3

La Syrie au lendemain de la bataille de la Ghouta

Par Mohamed Habili

Certes les Américains accusent les Russes de laisser l'aviation syrienne commettre dans la Ghouta des massacres parmi les civils, mais le plus probable est qu'ils ne feront rien pour y mettre fin. De nos jours, les Etats hostiles au pouvoir syrien et qui veulent lui dire quelque chose, ce qui d'ailleurs revient le plus souvent à lui enjoindre d'arrêter de se défendre, ne s'adressent plus à lui, un peu comme s'il avait cessé d'exister, mais à ses alliés, soit les Russes soit les Iraniens. La diplomatie française ne fait pas exception, dont le chef se trouvait avant-hier à Téhéran, à la seule fin semble-t-il de convaincre ses hôtes de faire pression sur le régime syrien pour qu'il cesse de tuer sa population. Il ne serait pas excessif de dire que ce sont les Français qui en font le plus dans cette veine, comme si le sort de la population syrienne leur importait plus qu'à tout le monde. Si la chose n'avait tenu qu'à eux, il y a longtemps que le régime syrien aurait connu le même sort que celui de Kadhafi en Libye. En 2013 déjà, sous la présidence Hollande, littéralement ils piaffaient d'impatience de récidiver. Ils avaient même cru que le moment était des plus favorables pour cela, sauf que les Américains n'étaient pas partants, se considérant même comme ayant été trompés par eux dans l'affaire libyenne.

Suite en page 3

Promotion des enseignants aux nouveaux grades

Premiers résultats positifs entre Cnapeste et ministère de l'Education



Les négociations entamées lors de la réunion regroupant le ministère de l'Education nationale et le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (Cnapeste) et qui ont duré treize heures, ont donné lieu à de premiers résultats positifs pour la prise en charge des revendications à l'origine de la grève illimitée. Lire page 2

Yousfi aux premières journées autour de la sous-traitance de véhicules

Le succès de l'industrie automobile «conditionné» par une intégration progressive

Page 2

Oscars 2018

«La forme de l'eau», de Guillermo del Toro, grand vainqueur

Page 13

Promotion des enseignants aux nouveaux grades

Premiers résultats positifs entre Cnapeste et ministère de l'Éducation

Les négociations entamées lors de la réunion regroupant le ministère de l'Éducation nationale et le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Éducation (Cnapeste), et qui ont duré treize heures, ont donné lieu à de premiers résultats positifs pour la prise en charge des revendications à l'origine de la grève illimitée.

Par Louiza Ait Ramdane

Le ministère de l'Éducation nationale et le Cnapeste sont parvenus, dimanche, à l'issue de leur réunion, à un accord portant sur la mise en place d'une commission commune chargée de trouver les modalités de promotion aux grades nouvellement créés, a indiqué le coordonnateur national du Cnapeste, Salim Oualha. A l'issue de cette réunion à huis clos, présidée par la ministre de l'Éducation nationale Nouria Benghebril, et qui a duré treize heures, le coordonnateur national du syndicat, M. Oualha, a déclaré que les deux parties sont parvenues à un accord sur la revendication du syndicat relative à la constitution d'une commission commune pour trouver les modalités de promotion aux grades nouvellement créés (enseignant principal et enseignant formateur), ajoutant que cette commission achèvera ses travaux le 31 mars. M. Oualha a précisé que la commission œuvrera à définir les quotas de promotion aux grades nouvellement créés dans les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), rappelant que le ministère avait annoncé qu'un concours de promotion sera organisé au courant de l'année 2018. Le coordonnateur national du Cnapeste a indiqué que la réintégration de 436

enseignants grévistes radiés est, entre autres, l'un des points restés en suspens, rappelant que le dialogue reste ouvert entre le ministère et le syndicat concernant ce point. La ministre avait souligné, à ce propos, que les enseignants radiés sont tenus de faire un recours individuel, alors que le syndicat demande leur réintégration directe sans passer par un recours. Le dialogue entre le ministère et le syndicat se poursuit autour des points en suspens, précise encore M. Oualha qui a fait savoir que le bureau national du syndicat se réunira prochainement et compte convoquer le Conseil national pour examiner les développements.

Pour sa part, le chef de cabinet au ministère de l'Éducation nationale, Abdelouahab Guellil, a indiqué que la rencontre a permis de débattre de tous les points soulevés par le Cnapeste, ajoutant que la majorité de ces points ont fait l'objet d'un consensus, le reste, a-t-il dit, sera discuté au niveau du syndicat. M. Guellil a en outre indiqué que le ministère de l'Éducation nationale œuvre à appliquer les lois de la République et à maintenir le dialogue ouvert, en vue de trouver des réponses aux problèmes soulevés.

Les revendications du Cnapeste portent notamment sur la prise en charge de certains cas relatifs aux postes en voie de



Ph.D. R.

disparition (enseignants d'écoles primaires, enseignants de l'enseignement technique secondaire et laborantins), notamment en leur assurant une formation jusqu'à la prise en charge totale de ces cas. Le Cnapeste revendique également l'installation officielle des structures de la médecine du travail, d'une formule de logement adaptée aux enseignants, de la comptabilisation des années d'études effectuées au niveau des Ecoles normales supérieures (ENS) au sein de la carrière professionnelle et de la retraite, de l'inventaire des biens

des œuvres sociales et du droit à la prime d'excellence et à celle du Sud calculées sur la base de l'actuelle grille des salaires. Dans son intervention, la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebril, a mis en exergue la nécessité d'une évaluation objective et sans complaisance des effets négatifs de la grève qui doit, selon elle, «s'éloigner des préoccupations de chapelle pour ne laisser place qu'à la responsabilité que chacun doit assumer dans l'intérêt de l'école et de toute composante humaine». A l'occasion, la ministre a reconnu que «la situa-

tion dans nos établissements, ceux concernés par la grève, n'est pas des plus satisfaisantes», ajoutant que le défi de rattraper les retards enregistrés, même si ces retards ne sont pas importants partout où les grèves ont eu lieu, et répondre aux préoccupations des élèves et de leurs parents, n'est pas des plus aisés. Elle appelle à ce que cette préoccupation soit le moteur de nos échanges, dialogue et concertation aujourd'hui, rappelant que les élèves sont les principales victimes et perdants du mouvement de grève.

L. A. R.

Yousfi aux premières journées autour de la sous-traitance de véhicules

Le succès de l'industrie automobile «conditionné» par une intégration progressive

S'exprimant lors de l'ouverture des premières Journées techniques sur la sous-traitance des véhicules, le ministre de l'Industrie et des Mines a affirmé, hier à Alger, que la participation active au processus de fabrication avec une intégration nationale progressive constitue la condition sine qua non du succès de l'industrie automobile en Algérie. Selon Youcef Yousfi, l'objectif n'est pas le montage des véhicules, même s'il constitue un jalon nécessaire d'apprentissage, mais plutôt la participation active au processus de fabrication avec une intégration progressive : «C'est la condition sine qua non du succès de l'implantation et du développement pérenne de l'industrie automobile dans notre pays». Le ministre a aussi rappelé que dans sa quête pour le développement de l'industrie automobile, l'Algérie «ne part de rien» puisque cela fait une cinquantaine d'années que la SNVI produit des véhicules industriels «bien appréciés» par les utilisateurs, et ce, avec un taux d'inté-

gration supérieur à 80%. A ce propos, il a considéré que même si la technologie n'est pas des plus récentes, une expérience et un savoir-faire ont été acquis avec une main-d'œuvre qualifiée et motivée. Abordant le secteur industriel en général, M. Yousfi a relevé que grâce aux dispositifs d'aide et d'appui incitatifs mis en place depuis plusieurs années dans le cadre des programmes successifs du président de la République, l'Algérie assiste à «une véritable renaissance de l'industrie nationale après une période difficile». Il a, dans ce contexte, relevé qu'entre 2001 et 2016, le nombre de création de PME annuellement a plus que doublé en passant de 43 000 à 109 000, ajoutant que le nombre de projets industriels a été multiplié par sept en passant de 350 en 2010 à 2 500 en 2017, alors que le montant des investissements a été multiplié par 11 durant la même période. Selon lui, ces investissements concernent toutes les filières dont celles liées à l'industrie automobile.

Couplés à l'élan sérieux que prennent les industries sidérurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, textiles, cuirs, unités de verre et de peinture, les projets de Sonatrach permettront, par ailleurs, aux entreprises de disposer de matières plastiques de plusieurs natures et de produits pétrochimiques divers, a-t-il avancé. Il a cité en exemple l'entrée en activité prochaine d'usines de fabrication de pneumatiques alors que d'autres similaires sont en phase de projets. En matière de matériaux de construction, le ministre a rappelé qu'après en avoir été gros importateur, le pays en est devenu un net exportateur à partir de l'année en cours, ajoutant que d'ici quelques années la production du ciment, par exemple, dégagera un excédent de 30% destinés à l'exportation. Pour la sidérurgie, avec les projets en cours et une production prévue de 12 millions de tonnes à l'horizon 2022, l'Algérie arrivera à satisfaire ses besoins en produits sidérurgiques, a prévu le ministre

en indiquant que les exportations du secteur industriel en général commencent à prendre forme.

Augmentation progressive des exportations industrielles

En fait, a-t-il poursuivi, près de 1 700 PME et une cinquantaine de grandes entreprises sont déjà présentes sur le marché international, sachant que la part de l'industrie dans les exportations hors hydrocarbures est passée de 50% en 2014 à 66% en 2015 et à plus de 70% en 2016. Le ministre a, par ailleurs, estimé que les énormes investissements consentis depuis le début des années 2000 dans les infrastructures de base (enseignement, santé, transport), commencent à porter leurs fruits et ont notablement contribué à ce dynamisme que connaît le secteur industriel. Aujourd'hui, quelque 300 000 diplômés sortent chaque année de la centaine d'institutions universitaires existantes dans toutes

les wilayas du pays, tandis que des dizaines de milliers de chercheurs exercent dans les nombreux centres de recherche auxquels s'ajoutent plusieurs entreprises dotées d'unités de recherche et développement. Pour lui, tous ces facteurs permettent d'affirmer que l'Algérie «dispose aujourd'hui des moyens indispensables pour démarrer et développer cette industrie», contribuant, ainsi, à poser un jalon supplémentaire dans le processus de la diversification de l'économie. Organisées hier et aujourd'hui, ces premières Journées techniques sur la sous-traitance automobile rassemblent un grand nombre de participants nationaux et étrangers dont des constructeurs automobiles (donneurs d'ordre), équipementiers, entreprises sous-traitantes (receveurs d'ordre) et experts. Cette rencontre vise à encourager et à faciliter un dialogue responsable entre l'ensemble des parties prenantes dans la construction automobile. Meriem Benchaouia

Plus de 14 millions de journées d'arrêt de travail remboursées en 2017

Zemali promet de sévir pour rétablir les caisses de la CNAS

Invité du forum de la Radio algérienne, Mourad Zemali, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, entend mettre un terme au phénomène des congés de complaisance qui affectent grandement les caisses de la sécurité sociale dont le déficit est, selon lui, de 500 milliards de DA.

Par Lynda Naili

Mourad Zemali



Mourad Zemali, pour recouvrir les pertes causées à la Cnas, menace de traîner devant la justice les travailleurs ayant eu recours aux congés de maladie de complaisance, assurant à ce sujet que son département ministériel dispose de moyens technologiques à même d'identifier les personnes concernées, notamment celles dont les congés de maladie de complaisance sont récurrents. Une menace proférée également en direction des médecins, généralement exerçant dans le secteur public, qui utilisent à tort ce genre de pratiques qui bafouent les règles de l'éthique et de la morale. Et à Zemali de dévoiler ce chiffre hallucinant de 14 390 000 de journées d'arrêt de travail remboursées par la Cnas en 2017. Selon lui, la grande partie de ces arrêts de travail sont des congés de complaisance que les bénéficiaires doivent impérativement rembourser à la Cnas, car il s'agit là d'une trahison et d'un vol caractérisé du fonds de la Cnas. En outre, le ministre, relevant que le déficit de 500 milliards de DA dont souffre la Caisse nationale des assurés sociaux était en partie dû au départ à la retraite massifs des travailleurs, indiquera que les remboursements des frais médicaux estimés à 200 milliards de DA constituait un lourd fardeau à la Caisse de sécurité sociale. «Un chiffre insensé en comparaison de ce qui se fait dans le monde», soulignera-t-il.

Il est vrai que ces dernières années, les congés de maladie de complaisance sont devenus un véritable fléau qui fait saigner les caisses de la Cnas qui débourse des sommes colossales en matière de remboursement de «maladies imaginaires». En dépit des contrôles faits tant au niveau des agences de la Cnas, que ceux à domicile inopinément par les services de la Cnas, cette fraude maladroite prend une proportion alarmante au risque de causer un préjudice financier conséquent aussi bien à la Cnas qu'à la médecine gratuite. Faisant que cette décision de Mourad Zemali de sévir par le biais de la justice est le dernier recours du secteur qui pendant des années a mené de multiples actions afin de venir à bout de ce phénomène. Abordant la question de la liste des postes de tra-

vail présentant une haute pénibilité et les durées d'exposition minimales ouvrant droit à l'abattement de l'âge de retraite, Mourad Zemali indiquera que ladite liste n'a pas encore été achevée en raison de la complexité du dossier, soulignant que la commission en charge de définir cette liste poursuivait son travail en conformité des référentiels existants. Une fois achevée, ajoutera-t-il, ladite liste sera soumise aux partenaires sociaux pour concertation.

Questionné sur le nouveau code du travail, en gestation depuis des années, Zemali répondra que l'élaboration de cet ouvrage se construit sur la base de 12 lois, 3 décrets et arrêts ministériels et comporte plus de 770 articles. Ce qui, dira-t-il, nécessite du temps et de la concertation avec l'ensemble

des partenaires sociaux. Par ailleurs, soulignant l'auto-dissolution du syndicat des travailleurs de la Sonelgaz, le ministre du Travail indiquera qu'actuellement la scène syndicale nationale compte «102 organisations syndicales, dont 65 syndicats de travailleurs et 36 patronales». Ainsi, il affirmera que la liste des syndicats, dernièrement publiée par son département «n'est pas une intimidation à l'encontre de certaines parties qui ont appelé ces dernières semaines à la grève». Il dira, à ce sujet, qu'il s'agit «de personnes ou groupes de personnes se présentant comme étant responsables de pseudo organisations syndicales, qui n'ont aucune constitution légale et ont appelé ces derniers temps à des mouvements de protestation».

L. N.

Transport ferroviaire

Le DG de l'Anesrif exclut pour le moment le TGV

Le directeur général de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Azzedine Fridi a déclaré que «la ligne ferroviaire Bab Ezzouar-Aéroport international d'Alger sera réceptionnée en septembre prochain en même temps que la nouvelle aérogare», a-t-il annoncé lundi à Alger», il a, en outre exclu «pour le moment» l'éventualité de passer au-delà de la vitesse de 220 km/h. Lors de son passage sur le plateau de la Radio nationale, le directeur de l'Agence nationale d'études et suivi des investissements ferroviaires (Anesrif) a annoncé la réception de la ligne ferroviaire Bab Ezzouar-Aéroport international d'Alger en septembre 2018 soulignant que «ce sera une très belle station au bout d'un tunnel souterrain avec toutes les modalités d'accueil des voyageurs, une mobilité réduite, l'information aux

voyageurs. Chaque demi-heure, un train reliera l'aéroport à Bab-Ezzouar.» Il a également annoncé le lancement prochain des études pour la réalisation d'un grand projet de ligne ferroviaire de l'extrême Sud du pays, qui doit relier, sur 6 000 km, la wilaya d'In Salah à celle de Tamanrasset. L'Anesrif est le maître d'ouvrage du programme ferroviaire, avec des investissements de l'ordre de 30 milliards de dollars dégagés depuis 1999 dans le programme du Président. Ce programme se répartit en 2 axes : l'axe de modernisation du réseau existant et un axe de densification. L'objectif de ce programme, c'est de doter le pays, à l'horizon 2035, d'un réseau ferroviaire de 12 500 km, totalement électrifié, avec des vitesses de train qui varient de 160 km/h à 220 km/h sur certains projets, a affirmé Fridi. D'ici à 2019, nous prévoyons de réceptionner 2 300

km en cours de réalisation, ce qui portera notre réseau ferré à 6 300 km, a précisé le DG de l'Anesrif, qui cite la réception, notamment de la rocade des Hauts-Plateaux, qui va de M'sila jusqu'à Sidi Bel-Abbès. Excluant pour le moment l'éventualité de réaliser des voies de TGV (350 km/h), le DG de l'Anesrif a indiqué que «ce projet n'est pas à l'ordre du jour, du moins pas à court ou moyen terme». Ajoutant que «tout ce qu'on est en train de réaliser actuellement, c'est la vitesse 160 km/h. Il y a des lignes à 220 km/h, au-delà de cette vitesse, c'est un autre système de transport et pour le moment, on ne peut pas le faire». Toutefois, il n'a pas exclu totalement l'éventualité de réaliser à l'avenir des voies de TGV (350 km/h), d'autant plus, révèle-t-il, qu'une première étude d'identification et de faisabilité a été réalisée. Mais pour l'instant, insiste-t-il «c'est la vitesse de 220

maximum. L'option adoptée par les pouvoirs publics, c'est une vitesse à 220 avec un trafic mixte voyageurs-fret», citant les lignes Oued Tlélat-Tlemcen jusqu'aux frontières algéro-marocaines, Boughezoul-Djelfa-Laghouat, Touggourt-Hassi Messaoud et Mecheria-El Bayadh. Estimant que les lignes à 160 et 220 km/h constituent déjà un énorme acquis, le DG de l'Anesrif a expliqué que «si on va vers la vitesse de 350 km/h, ce sera uniquement pour le transport de voyageurs, or dans le monde entier, pour diminuer le coût d'entretien d'une voie à grande vitesse, on cherche maintenant des lignes mixtes, c'est-à-dire pour faire le fret et les voyageurs», ajoutant que «si on livre ces lignes, et on va les livrer, on va réduire de 50% le taux de parcours». Il est utile de noter qu'il n'y a actuellement aucune ligne de TGV opérationnelle en Afrique. La première devrait être

LA QUESTION DU JOUR

La Syrie au lendemain de la bataille de la Ghouta

Suite de la page une

Or quand les Américains ne marchent pas, ou si après avoir marché ils se mettent à renâcler, les Français n'ont plus qu'à se faire une raison, si grande que soit leur frustration de voir leur échapper un «tyran arabe» qu'ils voyaient déjà les quatre fers en l'air. Ce désir forcené de jouer aux justiciers dans le monde arabe, il n'y a plus qu'eux en Occident pour l'éprouver, le Royaume-Uni ayant d'autres chats à fouetter, sans compter que l'opinion britannique ne déteste rien de plus que ce genre de guerre depuis l'intervention en Irak. Peut-être qu'il ne faut pas désespérer de la France, et qu'il viendra un temps où du moins l'on songera à demander des comptes à Nicolas Sarkozy pour le mal qu'il a fait à la Libye. Sarkozy et Cameron ont été reçus en libérateurs à Benghazi après la chute de Kadhafi, on n' imagine pas qu'ils puissent se trouver de nouveau en Libye sans se mettre en grand péril. Les Américains dénoncent les Russes, soit, mais ils ne feront rien pour contrecarrer leur projet pour la Ghouta orientale, dont déjà le quart est repris. Ils ne feront rien parce qu'ils sont militairement présents en Syrie, là où précisément ni les Syriens ni leurs alliés ne sont. Lorsque la Ghouta repassera tout entière sous le contrôle de l'Etat syrien, ce qui pourrait ne pas trop tarder maintenant, de fait la Syrie ne sera plus divisée qu'en deux après l'avoir été en plusieurs morceaux : une partie, la plus grande, à l'ouest, où il n'y aura pas de présence militaire américaine, et une deuxième, à l'est, où au contraire il y en aura une. Il restera bien alors le cas Idlib à régler, mais cela ne devrait pas poser trop de problèmes à l'armée syrienne. Ainsi donc, dès la fin de la bataille de la Ghouta orientale, le conflit syrien changera de forme. La présence américaine verra se dresser contre elle non seulement les Syriens, les Russes, les Iraniens et le Hezbollah, mais également les Turcs, pour ces derniers, certes, non pas tant pour elle-même que pour le soutien et la protection qu'elle apporte aux Kurdes. Et alors de deux choses l'une : soit les Américains préfèrent se retirer, d'autant que la guerre contre Daech sera terminée, soit ils décident de rester, et dans ce cas c'est la porte ouverte à toutes les éventualités.

M. H.

inaugurée l'été prochain au Maroc. Elle reliera les villes de Tanger et de Casablanca, sur 200 km, à une vitesse de 320 km/h. Le projet a coûté environ un milliard d'euros, dont une partie financée par la France.

Thinine Khouchi

Algérie/Danemark

Réouverture de l'ambassade danoise en Algérie

■ Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a présidé hier avec son homologue danois, Anders Samuelsen, la cérémonie de réouverture de la chancellerie danoise à Alger, sise rue Doudou Mokhtar à Ben Aknoun.

Par Smail Y.

S'exprimant en marge de la réouverture de la chancellerie, fermée en 2010, M. Messahel a affirmé que la «réouverture de cette ambassade témoigne de l'intérêt accordé par le Royaume du Danemark aux liens historiques unissant les deux pays et reflète aussi notre souci de renforcer et d'élargir les relations politiques et économiques bilatérales privilégiées». Le ministre a indiqué qu'il rencontrera son homologue danois en visite officielle de trois jours en Algérie, avec lequel il s'entretiendra notamment sur la situation dans la région et dans le monde, et sur la coordination de l'action bilatérale au sein de l'ONU. Pour rappel, la visite de travail qu'effectue le chef de la diplomatie danoise en Algérie à l'invitation de son homologue algérien, s'inscrit dans le cadre de la poursuite du dialogue politique redynamisé à la faveur de la visite de l'ancien chef de la diplomatie danoise, Kristian Jensen en février 2016 à Alger.

Messahel souligne «l'excellence» des relations politiques algéro-danoises

Abdelkader Messahel a souligné «l'excellence» des relations politiques entre l'Algérie et le



PHO. R.

Danemark, relevant qu'il y a une «constante» concertation entre les deux pays sur notamment la lutte antiterroriste, l'immigration clandestine et l'extrémisme violent. La relation entre l'Algérie et l'Union européenne a été aussi abordée lors de cet entretien, a-t-il dit, relevant la concertation «constante» entre l'Algérie et le Danemark sur les défis dans la région notamment la lutte antiter-

roriste, la migration clandestine et l'extrémisme violent.

M. Messahel a ajouté qu'une usine algéro-danoise de produits pharmaceutiques sera inaugurée demain à Blida en présence de M. Samuelsen et du ministre de la Santé algérien, soulignant que le forum d'affaires algéro-danois d'aujourd'hui permettra de «mieux identifier les possibilités d'investissement notamment

en Algérie, pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures». Pour sa part, M. Samuelsen a déclaré avoir évoqué avec son homologue algérien les possibilités de renforcement des relations bilatérales de coopération, notamment dans le domaine économique, de la sécurité et de la lutte antiterroriste. Il a ajouté que la réouverture de l'ambassade du Danemark

en Algérie «permettra de booster les relations entre les deux pays». L'évolution de la situation au Moyen-Orient, la situation dans l'environnement immédiat de l'Algérie, à savoir la Libye et d'autres pays ainsi que les moyens de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ont été également abordés lors de cette rencontre, a-t-il déclaré.

S. Y./APS

Sud-ouest du pays

Engouement des agriculteurs pour l'olivier

Plusieurs facteurs ont encouragé les agriculteurs à investir cette culture, notamment l'adaptation des oliviers au climat de la région et sa faible consommation d'eau d'irrigation... Les surfaces réservées à l'oléiculture ont doublé, ces dernières années, dans la wilaya de Naâma qui dispose d'atouts naturels considérables augurant d'un avenir prospère pour cette filière, selon des estimations de la Direction des services agricoles (DSA). Plusieurs facteurs ont encouragé les agriculteurs à investir cette culture, notamment l'adaptation des oliviers au climat de la région et sa faible consommation d'eau d'irrigation contrairement aux autres arbres fruitiers nécessitant plus d'entretien et usage de pesticides. Cette culture est très prisée par les agriculteurs de Naâma, où les surfaces plantées en oliviers ont atteint, à la fin de l'année 2017, quelque 4 000 ha contre 200 ha seulement en 2009, a-t-on appris des services agricoles. La wilaya compte actuellement 850 000 oliviers plantés. Il est prévu d'atteindre les 900 000 oliviers d'ici fin 2019, selon les prévisions de la DSA. Quelque 2 300 bénéficiaires de périmètres relevant du programme d'intensification et d'extension

de l'oléiculture de la wilaya ont opté pour l'extension des surfaces cultivées afin de passer à 400 arbres par hectare ces dernières années, contre 100 arbres à l'hectare en 2009. Au niveau des services de la DSA, on indique que durant les dix dernières années, une enveloppe financière d'un milliard de DA a été allouée pour l'appui des exploitations oléicoles dans le cadre du programme du Fonds national de régulation et développement agricole (FNDR). Cette enveloppe a été destinée pour la pose d'installations, d'équipements et de canalisations d'irrigation modernes, la généralisation du système du goutte à goutte pour irriguer q u e l q u e 2 600 ha d'oliviers. Le restant des surfaces sont irriguées par des moyens conventionnels, selon le constat de la DSA. Durant la campagne de cueillette, qui s'est étalée de novembre à janvier derniers, une production de 16 000 quintaux d'olives a été réalisée dans la wilaya, soit le double de la production enregistrée en 2016. Le rendement moyen par hectare a atteint dans la wilaya les 16 quintaux, avec un rendement moyen de transformation de 13 litres d'huile d'olive par quintal. Les olives de

type «Sigoise» représentant 55% de la surface globale productive sont transformées en huile. Le restant des oliviers plantés sont répartis entre les types «Chemlal» (2%) et «Sefiana»(20%).

La Sigoise... reine des olives

Le directeur de wilaya des services agricoles, Mohammed Yousfi, a souligné qu'un large programme a été réalisé dans la wilaya pour développer l'oléiculture intensive durant la période 2010-2014, avec un accompagnement des agriculteurs par la disponibilité de plants, des équipements de production et de stockage. Ce programme a touché des investisseurs affiliés dans des coopératives ou associations professionnelles, a-t-il précisé. Des techniciens de l'Institut technologique d'arboriculture fruitière et de viticulture de Birtouta (Alger) ont dirigé des sessions de formation durant cette période pour assurer une coordination technique et de proximité à cette culture dans la région, a encore ajouté M. Yousfi. L'intérêt accordé par l'Etat à l'intensification de l'oléiculture dans les zones step-piques et semi-arides saha-

riennes du pays intervient dans le souci d'encourager les agriculteurs à s'occuper davantage de l'oléiculture pour assurer l'autosuffisance, garantir une qualité du produit et remplacer les surfaces endommagées par les feux chaque année dans la région nord du pays, a-t-on expliqué. Au niveau de la DSA, on relève que la production d'huile d'olive ne dépasse pas les 1 500 hectolitres par an dans la wilaya, alors qu'une grande quantité des olives produites est acheminée hors wilaya en vue de sa commercialisation. Les responsables du secteur soulignent la nécessité d'encourager les investisseurs à accéder aux huileries modernes pour la transformation de leur production. La DSA a fourni des moyens pour garantir une production de niveau pour cette filière dans la wilaya en délivrant aux agriculteurs des actes de concession dans le cadre de l'investissement privé afin d'élargir leurs périmètres agricoles. La même administration locale assure un suivi gratuit pour protéger les arbres contre les maladies phytosanitaires par le biais des techniciens de l'annexe du centre national de prévention végétale de la wilaya. Par ailleurs, pour accroître le rendement de leurs

périmètres qui comptent actuellement une surface entrée en production de 900 ha d'oliviers productifs, des exploitants de la wilaya attendent un soutien matériel technique supplémentaire de la part de la DSA. Toutefois, les agriculteurs versés dans ce créneau rencontrent d'énormes problèmes comme le manque de main-d'œuvre, lors des périodes de cueillette. Ils sont parfois contraints de faire appel à une main-d'œuvre hors wilaya, avec tous les frais supplémentaires que cela induit pour l'hébergement, la restauration etc., ce qui se répercute inévitablement sur le prix de commercialisation du produit. L'impact des conditions climatiques difficiles de la région, avec l'apparition de verglas en hiver et le manque de suivi des cultures causent également une baisse du rendement de l'hectare productif. Toutefois, les spécialistes estiment que la disponibilité de machines réservées à la cueillette, les techniques modernes d'irrigation, l'intensification de la vulgarisation agricole sont autant de facteurs positifs devant assurer une relance de la production agricole dans cette filière, appelée à connaître un développement notable sur le plan local et national.

Lamia Y.

Exploitations agricoles

Près de 200 000 actes de concession attribués

■ Au total 188 000 actes de concession ont été attribués aux exploitations agricoles, a indiqué à Bouira le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

Par Assia D.

Au total 213 000 Exploitations agricoles collectives (EAC) sont concernées par cette opération dont 188 000 ont déjà reçu leurs actes de concession, a précisé le ministre au cours de sa visite d'inspection et de travail à Bouira, où il a inspecté et inauguré quelques projets relevant de son secteur. M. Bouazghi a souligné en outre que des commissions locales avaient été installées pour attribuer le reste des actes de concession. «Sur déci-

sion ministérielle, ces commissions sont appelées à accélérer les démarches d'attribution des actes de concession restant dans certaines wilayas du pays», a-t-il dit lors d'un point de presse. «L'opération se poursuit toujours et tout le reste des actes de concession pour les EAC sera attribué d'ici à la fin 2018», a assuré le ministre. Abdelkader Bouazghi a assuré, par ailleurs, que l'Etat a pris en charge le problème lié à la cherté de l'aliment du bétail, notamment l'orge, dont le prix durant l'année 2017 estimé à 2700 DA avait été jugé trop cher par les éleveurs et les maquingnons. Reconnaisant que des problèmes et des perturbations dans les prix de l'aliment du bétail, dont l'orge, ont été constatés en 2017, le ministre a rassuré que «le problème a été pris en charge par l'Etat qui a consacré une enveloppe financière de plus de 10 milliards de dinars pour subventionner ce produit dans le cadre de la loi de finances 2018». M. Bouazghi a relevé que le prix actuel de l'orge est de 1 500 DA le quintal et ce grâce au soutien de l'Etat. «Les éleveurs et les maquingnons se sont beaucoup réjouis de cette mesure», a souligné le ministre, qui inaugurerait une foire agricole organisée à M'Cheddallah (Est de Bouira) avec la participation de



Ph.D. R.

65 exposants des différentes filières. Par ailleurs, M. Bouazghi a évoqué la question inhérente à la production laitière, précisant que l'Algérie ne produit que 900 millions de litres sur une capacité globale de quatre milliard de litres. Le ministre a appelé les différentes parties à œuvrer davantage pour arriver à cet objectif dans les années à venir, tout en assurant que son département

avait pris toutes les mesures nécessaires pour lutter contre une éventuelle perturbation dans la distribution du lait durant le mois de ramadhan prochain. Pour ce qui des différents programmes agricoles portant sur la plantation d'oliviers, la production s'étendra jusqu'aux Hauts plateaux et dans le sud d'ici trois à cinq ans, a précisé le ministre. L'Algérie produit annuellement

plus de 80 millions de litres d'huile d'olive. Sur les 60 millions d'oliviers, il n'y a que 36 millions qui sont actuellement productifs. «Il reste 24 millions d'autres oliviers qui sont en cours de maturité. Avec ce chif-fre et les autres programmes, la production oléicole sera très importante dans les quelques années à venir», a souligné M. Bouazghi. **A. D./APS**

Grèce

Le pays a réalisé une croissance de 1,4% en 2017

LA GRÈCE a renoué avec la croissance en 2017, son Produit intérieur brut (PIB) ayant progressé de 1,4% sur un an, selon une première estimation publiée hier par l'Autorité grecque des statistiques (Elstat). Ce résultat confirme les prévisions du budget de l'Etat grec et celles des créanciers du pays (Union européenne et Fonds monétaire international) faisant état en 2017 de la reprise de l'économie grecque après une récession inédite de huit ans. Toutefois, la progression de 1,4% en 2017 est moins élevée que celle de 1,8% qu'Athènes avait prévue dans son budget d'Etat 2018, adopté en décembre dernier. Le pays toujours surendetté a perdu un quart de son PIB du fait des politiques d'austérité ayant accompagné les trois prêts successifs qui lui ont été consentis pour assurer son sauvetage financier. «Le PIB s'est élevé à 187,1 milliards d'euros en 2017 contre 184,6 milliards en 2016», année de croissance nulle, a indiqué le communiqué de l'Elstat. Selon l'Elstat, le PIB au quatrième trimestre 2017 a progressé de 1,9% sur un an tandis que «par rapport au troisième trimestre de la même année, «la croissance s'est élevée à 0,1%». Vendredi, la Grèce avait obtenu le feu vert de ses créanciers européens pour le versement d'une nouvelle tranche, de 5,7 milliards d'euros, faisant partie du troisième prêt accordé au pays en 2015. Parallèlement, des discussions ont commencé avec ses créanciers pour la réalisation d'un dernier paquet de réformes réclamées avant la fin du programme, prévue en août 2018, qui doit permettre au pays de retourner sur le marché d'emprunt et retrouver son autonomie financière. **R.E.**

Demande mondiale de pétrole

Des investissements importants sont nécessaires face à la forte croissance

Des investissements importants sont nécessaires pour assurer, au cours des cinq prochaines années, les approvisionnements du marché pétrolier dans un contexte de forte croissance de la demande, a indiqué hier l'Agence internationale de l'énergie (AIE). «Plus d'investissements sont nécessaires pour assurer des approvisionnements et répondre à la croissance robuste de la demande. La croissance de la demande de pétrole au cours des cinq prochaines années repose sur des perspectives solides pour l'économie mondiale», a précisé le dernier rapport de l'agence intitulé «Pétrole 2018 : analyse et perspectives 2023», soulignant qu'une économie mondiale forte devrait soutenir les fortes augmentations de la demande de pétrole. Selon l'AIE, les investissements qui sont restés stables en 2017, avec une légère augmentation en 2018, pourraient potentiellement créer des problèmes pour l'avenir si elles ne sont pas conséquentes. Par ailleurs, le rapport, qui constate que l'excédent des stocks pétroliers mondiaux a pratiquement disparu et les prix du pétrole se sont redressés, relève que la hausse des prix du pétrole a récompensé les pays qui ont eu

des perturbations dans la production et l'approvisionnement du marché. «Les économies fortes utiliseront plus de pétrole et nous prévoyons une augmentation de la demande à un rythme annuel moyen de 1,2 Mb/j», a ajouté l'AIE dans son analyse, prévoyant également qu'en 2023, la demande de pétrole atteindra 104,7 Mb/j, en hausse de 6,9 Mb/j à partir de 2018. Dans ce contexte, la Chine et l'Inde représenteront ensemble près de 50 % de la demande mondiale de pétrole. Alors que le taux de croissance de la demande de pétrole chinoise devrait ralentir jusqu'en 2023 par rapport à la période 2010-17, le rythme de croissance de la demande de pétrole se redressera légèrement en Inde, selon les prévisions de l'agence, qui estime que d'une manière globale, le rythme de croissance ralentira à 1 Mb/j en 2023 après une hausse de 1,4 Mb/j en 2018. Au niveau de la production, elle prévoit qu'avec le Venezuela en crise, la croissance nette de la capacité totale de production de l'Opep ne sera que de 750 kb/j, dans un contexte où les Etats-Unis dominent la croissance de l'offre de pétrole, car les pays non membres de l'Opep devront répondre à toute la croissance

de la demande jusqu'en 2020. «Les capacités de l'Opep ne progressant que modestement et une attention accrue est accordée aux pays non membres de l'Opep, notamment aux Etats-Unis, qui sont de plus en plus dominants sur le marché mondial du pétrole», soutient encore l'agence. Pour elle, le marché pétrolier devrait se resserrer d'ici à 2023 avec un risque accru de volatilité des prix. «Le marché pourrait passer par deux phases au cours des six prochaines années. Jusqu'en 2020, l'offre record des pays non membres de l'Opep dépasse largement la croissance attendue de la demande. Mais d'ici à 2023, si les investissements restent insuffisants, la réserve mondiale effective ne tombera qu'à 2,2 % de la demande, le plus bas niveau depuis 2007. Cela augmente la possibilité que les prix du pétrole deviennent plus volatils», a-t-elle expliqué, relevant que le secteur américain du gaz de schiste a réagi rapidement à la hausse des prix en 2010 et en 2017 et continuera de s'adapter aux signaux de prix à l'avenir. Cependant, il restera toujours une dépendance des pays de l'Opep pour une part importante de l'offre mondiale.

Le prix du panier de l'Opep à plus de 61 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi vendredi à 61,58 dollars le baril, contre 62,18 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Vendredi, les cours du pétrole reculaient légèrement en cours d'échanges européens dans un marché inquiet par la vigueur de la production américaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 63,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 35 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril cédait 36 cents à 60,63 dollars une heure après son ouverture.

Younès F./ agences

Ouargla

Plusieurs opérations de développement agricoles réalisées par le CDARS

■ Plusieurs opérations de développement d'activités agricoles et de désenclavement ont été concrétisées à travers différentes communes de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris du Commissariat au développement de l'agriculture en régions sahariennes (CDARS).

Par Lyes B.

Inscrites dans le cadre des programmes du CDARS pour la période 2014/2016, ces opérations ont porté sur la réalisation durant cette période de six km de pistes pour le désenclavement de dix zones agricoles situées à travers les communes d'El-Hedjira, M'naguer, N'goussa, Ouargla et Sidi-Slimane. Ces projets visent, outre le désenclavement, l'extension des exploitations agricoles, la dynamisation de la vie économique, ainsi que la facilitation de

la commercialisation des produits agricoles locaux dans ces régions à vocation agricole, a précisé le commissaire au développement de l'agriculture en régions sahariennes, Slimane Hannachi. La réalisation de dix puits traditionnels au niveau de la zone de Debdaba (commune d'El-Alia), de dix forages profonds au niveau des zones d'Ouargla, N'goussa, El-Alia, et Sidi Slimane, et l'équipement de 23 forages pour mobiliser les ressources hydriques destinées à l'irrigation agricole, font aussi partie des opérations concrétisées durant cette période. M.



Hannachi, qui a fait état également de la réalisation d'un réseau de 59 km pour l'électrification de ces zones agricoles, en plus de l'installation de cinq transformateurs électriques, a révélé un montant de plus de 387 millions DA consacré à la réalisation de cinq opérations

portant extension de la surface agricole (2 510 ha) et la réhabilitation de palmiers (2 000 ha). Le CDARS, dont le siège est à Ouargla, œuvre à l'accompagnement technique des agriculteurs, éleveurs et investisseurs dans les régions sahariennes et semi-sahariennes, à travers des ren-

contres régionales, des journées de sensibilisation et de vulgarisation et des visites de terrain en vue d'initier les agriculteurs aux nouvelles techniques mises en œuvre dans les activités agricoles.

L. B./APS

Médéa

Les travaux de rénovation du réseau AEP achevés avant mai

LES TRAVAUX de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), en cours dans la ville de Médéa, seront achevés avant le mois de mai prochain, a indiqué un responsable local. Entamée à la mi-février, cette opération cible 15 quartiers, ventilés à travers la commune de Médéa. Elle permettra, une fois terminée, d'alimenter des milliers de foyers à partir d'un nouveau réseau de distribution, en remplacement de l'ancien réseau devenu vétuste, a indiqué à l'APS le chef de daira de Médéa, Brahim Boumaaza. Les travaux ont touché, depuis le lancement de l'opération, 11 quartiers, dont ceux de Benkeroubi, Merdj-Chkir, Ain-Larais, Ras-Beida, Bati, Guezaagza et Koutab, alors les autres quartiers sont programmés pour la mi-Mars courant, a-t-il précisé. Dix entreprises de réalisation, dont sept sont déjà opérationnelles, ont été engagées pour mener à bien cette opération destinée à l'amélioration de la distribution d'eau potable au niveau de cette agglomération urbaine, qui compte environ 200 mille résidents, a fait savoir le responsable. Le projet de rénovation est appelé à réduire le phénomène de déperdition d'eau potable, induit par la vétusté des anciennes conduites, dont certaines dates de l'époque coloniale, a expliqué M. Boumaaza, relevant que ce projet va permettre de résoudre également le problème des piquages illicites à l'origine des perturbations enregistrées dans certains quartiers.

R.R.

Tamanrasset /Habitat rural

Un quota de 130 unités accordé à la commune d'Idelès

Un quota de 130 unités de l'habitat rural a été accordé à la commune d'Idelès (220 km de Tamanrasset) et les villages environnants, a-t-on appris hier des services de la wilaya. Ce programme, dont bénéficient les localités d'Idelès, Abedinizi et Amguid, vise à améliorer le cadre de vie du citoyen, à contribuer au désenclavement et à la fixation de la population dans la région, en plus d'aider à l'impulsion des différentes activités économiques de la population, notamment l'agriculture et l'élevage. Un plan d'urgence d'électrification agricole a été également retenu en faveur de la région, sachant qu'une commission mixte, englobant les secteurs de l'éner-

gie et de l'agriculture et le groupe Sonelgaz, est à pied d'œuvre pour accélérer l'opération de pose des compteurs électriques aux agriculteurs et lancer l'exploitation de l'électrification agricole, a-t-on fait savoir. Trois études de projets d'extension de périmètres agricoles, et un quatrième relatif à la protection des terres agricoles contre l'érosion et les inondations, ont été également lancés. Pour l'encadrement des jeunes, un projet de piscine avec bassin de 25 mètres est en chantier dans la commune d'Idelès et devra entrer en service à la fin du mois d'avril prochain, selon les services de la wilaya qui font état aussi de la finalisation en cours du projet de la route

reliant Idelès et Djanet (wilaya d'Illizi). Ce dernier projet constitue une route à fort impact sur le désenclavement de la région et la facilitation de la circulation des personnes sur l'axe Djanet-idelès-Tamanrasset, sans compter son importance pour le développement de l'activité touristique, a-t-on souligné. La localité d'Amguid (relevant de la commune d'Idelès) vient de bénéficier, pour a part, d'une mini-centrale électrique (4 mégawatts), devant être livrée dans 9 mois et appelée à améliorer les conditions de vie de la population, en plus de générer une cinquantaine d'emplois permanents aux jeunes de la région.

Hocine A.

Batna

230 millions DA pour la réalisation du marché de gros des fruits et légumes

Une enveloppe financière de l'ordre de 230 millions DA a été mobilisée, dans le cadre d'un investissement privé, dans la ville de Batna pour la réalisation d'un marché de gros des fruits et légumes, a indiqué le directeur régional du commerce, Brahim Khidri. Erigé sur une surface estimée à 8 800 m² à la sortie Ouest du chef-lieu de wilaya, près du carrefour entre les villes de Batna et Tazoult, ce marché dont le taux d'avancement des travaux a atteint 80 %, a précisé le même

responsable. Il a déclaré que ce marché qui permettra de générer 300 postes d'emploi et disposera de 152 locaux commerciaux d'une surface globale 60 m² pour chacun, de 56 chambres froides de 160 m² chacune. Cette infrastructure commerciale première du genre dans la wilaya comprend toutes les commodités nécessaires en l'occurrence un parking, un restaurant, un café et un dortoir, a-t-il dit. Lors de sa récente visite à ce projet, le chef de l'exécutif local

Abdelkhalek Sayouda a insisté sur la nécessité du parachèvement des travaux dans les plus brefs délais avec l'objectif de mettre en service ce marché de gros «avant le mois de ramadhan prochain». La wilaya de Batna avait bénéficié durant les années 2011 et 2012 de deux opérations nécessitant un montant financier de 66 millions DA pour chacune pour la réalisation de 6 marchés de proximité dans les communes d'Oued Chaâba (Hamla 3), d'Ain Touta, de Tazoult, de Maâdhar en

plus d'un autre programme exécuté par le groupe BATIMETAL, portant réalisation de 4 marchés couverts totalisant 160 carrés et 7 espaces (252 carrés) d'un coût global de 190,4 millions DA. La concrétisation de ces projets a permis la répartition de plus de 2.027 commerçants informels à travers 64 sites de la wilaya, selon les statistiques de l'année 2011, ont affirmé les services de ce secteur.

T.K.

Bouira

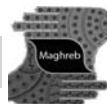
Perturbations de l'alimentation en gaz naturel

La Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz avait enregistré samedi des «perturbations majeures» dans l'alimentation en gaz au niveau des localités de Kadiria et Lakhdaria (Bouira) ayant privé 10 000 clients de cette énergie, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Ces perturbations étaient dues à des travaux souterrains effectués au niveau d'une décharge sauvage située à l'entrée de Lakhdaria, a souligné la même source. Ces travaux souterrains menés par un entrepreneur privé ont provoqué des «dégâts matériels» qui ont touché la

conduite de transport du gaz privat ainsi 7 886 foyers à Lakhdaria et 3 134 autres à Kadiria de cette énergie vitale notamment en saison hivernale, ajoute le communiqué. Cette perturbation a également touché la zone industrielle de Lakhdaria privant cinq clients industriels de gaz. Toutefois, la société de distribution a assuré que grâce à la mobilisation rapide des moyens humains et matériels du gestionnaire du réseau de transport gaz et ceux de la Direction de Distribution de Bouira, l'incident a été réparé durant les premières heures du dimanche,

laissant place à 20 équipes d'intervention relevant de la Direction de Distribution de Bouira, qui procède au réabonnement des clients coupés, et ce, foyer par foyer. Elle a souligné, par ailleurs, que plusieurs incidents de ce genre sont enregistrés dans les différentes wilayas du pays causant des perturbations dans la qualité et continuité du service rendu au client, d'une part, et d'autre part des pertes financières considérable pour la société, et ce, en dépit des campagnes de sensibilisation organisées par les Directions de Distribution dans ce sens.

APS



Algérie-Mauritanie

Conférence à Nouakchott sur la solidarité maghrébine face au colonialisme

■ La Ligue d'amitié algéro-mauritanienne a organisé, dimanche à Nouakchott, une conférence sur la solidarité maghrébine face au colonialisme (cas des relations algéro-mauritaniennes), animée par des chercheurs et des historiens mauritaniens.

Par Sara H.

Les intervenants aux travaux de cette conférence à laquelle a assisté l'ambassadeur d'Algérie à Nouakchott, Nouredine Khendoudi, des intellectuels et hommes de lettres, des cadres et des étudiants diplômés des universités algériennes, ont mis en avant la contribution de ces rencontres culturelles et historiques dans la consolidation et la relance de la diplomatie parallèle en tant qu'«appui solide» à la diplomatie officielle et ses efforts visant à dynamiser l'action inter-arabe et interafricaine, notamment face aux «nouvelles formes de colonialisme, terrorisme et crime organisé» qui menacent les peuples de la région. La présidente de la Ligue, Aicha Dah Sidi Ambi, a affirmé que cette conférence qui coïncide avec la célébration de la Journée nationale du chahid, «s'inscrit dans le cadre des relations historiques unissant la Mauritanie et l'Algérie et a pour objectif de contribuer à la valorisation du legs culturel commun, à savoir la lutte contre le colonialisme dans le Maghreb arabe». La révolution algérienne a trouvé «soutien et appui dans les milieux officiels et populaires et a eu, dès son déclenchement, un impact sur le développement de la situation dans les pays du Maghreb arabe et sur la solidari-



té entre les peuples du Maghreb», a ajouté la présidente de la Ligue, soulignant que les mouvements de résistance et de libération «ont permis d'affirmer la détermination commune de se débarrasser du colonialisme et de toute forme de domination étrangère». Pour sa part, le D' Mohamed El Mokhtar Ould Mohamed El Hadi, enseignant d'histoire à l'université de Nouakchott, a salué les efforts déployés par l'Algérie pour le soutien des mouvements de libération en Afrique et à travers le

monde durant le siècle dernier, affirmant que la «cause algérienne a fait l'unanimité auprès de l'élite mauritanienne toutes obédiences confondues». Il a rappelé que cette manifestation coïncidait avec les préparatifs en cours en Mauritanie pour la tenue du sommet de l'UA en juillet prochain, soulignant que «son pays comptait sur le soutien de l'Algérie vu son poids sur la scène internationale». Pour sa part, l'avocat et militant, Mohamden Ould Achdou, un des leaders du mouvement mau-

ritanien Chabab pendant les années 60, a évoqué les rencontres en Tunisie avec des chefs du Front de libération nationale (FLN) et des intellectuels algériens pendant la guerre de libération, à l'instar du président Ahmed Ben Bella et du poète de la révolution, Moufidi Zakaria. «La guerre de libération algérienne a apporté un énorme soutien à la Mauritanie dans ses réformes et soutenu les décisions souveraines prises dans les années 70 pour se libérer du joug colonial, à travers le soutien

économique et artistique», a-t-il témoigné. Les participants ont souligné l'importance de la consolidation des relations historiques entre les deux pays à travers les efforts de diplomatie populaire et la dynamisation de la coopération économique en reliant les deux pays par une autoroute, ce qui contribuera aux efforts de lutte contre le terrorisme et le crime organisé et permettra de donner une impulsion à la coopération maghrébine et à l'action arabo-africaine commune. S. H./APS

Accord pêche UE/Maroc

L'ONG américaine US Western Sahara Foundation salue la décision de la CJUE

L'ONG américaine «US Western Sahara Foundation» a salué l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) qui a conclu que l'accord de pêche UE-Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental, réaffirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

«US Western Sahara Foundation salue la récente décision de la Cjue sur l'accord de pêche UE-Maroc. Une fois de plus, nous constatons les tribunaux confirmer ce que la Cour internationale de justice a statué en 1975 en rejetant la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental», a indiqué sa présidente Suzanne Scholte dans une déclaration transmise à l'APS. Scholte a souligné que les Etats-Unis ne reconnaissent pas la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, rappelant que ces territoires sahraouis occupés sont déjà exclus de l'accord de libre-échange liant son pays au Maroc depuis 2004. «Conformément au droit international, l'Union africaine reconnaît le Sahara occidental comme un pays souverain et

la Cjue a réaffirmé le 27 février que le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc», a souligné cette militante des droits de l'Homme.

Et d'ajouter que la Cjue «a déclaré illégal tout accord avec le Maroc sur les ressources du Sahara occidental et réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Scholte a affirmé qu'il était «temps pour la commu-

nauté internationale de défendre la mise en œuvre du droit international» et d'arrêter la défiance du Maroc à l'égard de la communauté internationale.

«Nous regrettons que le gouvernement français, supposé défendre la liberté, l'égalité et la fraternité, continue d'être le principal pays responsable du comportement illégal du Maroc et de l'occupation et traitement brutaux

du peuple sahraoui dans sa patrie, le Sahara occidental», a-t-elle dénoncé. «Nous espérons que le gouvernement américain réaffirme et fasse avancer la mise en œuvre du droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination, rejoignant l'Union Africaine et toutes les nations qui croient en l'état de droit et le droit à l'autodétermination», a déclaré Scholte. Et de conclure : «Il est

grand temps qu'un référendum libre et équitable soit tenu tel que promis depuis longtemps par les Nations unies, autrement nous devrions exiger du Maroc de mettre fin à son occupation illégale du Sahara occidental et de permettre au peuple sahraoui de retourner en toute liberté dans son pays».

Amel N./Agences

Tunisie

La dette publique grimpe à près de 70% du PIB en 2017

La dette publique de la Tunisie a grimpé à 69,9% de son PIB en 2017, contre 61,9% pour l'année 2016, a annoncé le ministère tunisien des Finances. Selon les chiffres publiés dans une note officielle, la dette publique a grimpé à 68 073,7 millions de dinars (un dinar vaut 0,41 dollar) en 2017. S'agissant de la dette extérieure, le bilan de 2017 fait état d'une valeur de 46 785,1 millions de dinars, et la dette intérieure est de l'ordre de 21 288,6 millions de dinars. L'emprunt extérieur de la Tunisie était au alentours de 8 644,5 millions de dinars, l'équivalent de plus que le double de l'année 2016 (soit 4 013,5 millions de dinars). Quant à l'emprunt intérieur, il a régressé pour atteindre 2 680,6 mil-

lions de dinars à la fin de 2017 contre de 3 888,6 millions de dinars en 2016.

5 milliards de dollars d'investissements énergétiques entre 2018 et 2020

La Tunisie investira 12 milliards de dinars (environ 5 milliards de dollars) dans des projets électriques et énergétiques, entre 2018 et 2020, a indiqué un communiqué du gouvernement. Les projets électriques incluent la construction d'une ligne de transmission électrique sous-marine, d'une capacité de transport de 600 mégawatts (MW). L'infrastructure reliera la Tunisie à l'Italie pour

un coût total de 600 millions d'euros (plus de 735 millions de dollars). Il est également prévu que deux centrales d'une capacité de 450 MW, chacune, soient construites en Tunisie. Par ailleurs, la Tunisie ambitionne d'investir 4,5 milliards de dollars dans les énergies renouvelables, d'ici à 2030, afin de décupler la part de ce type d'énergie qui s'élève actuellement à 3% dans le mix énergétique. La Tunisie qui est l'un des pays méditerranéens les plus touchés par les effets du réchauffement climatique, espère pouvoir mettre à contribution le secteur énergétique dans le processus de réduction d'émission et d'adaptation au changement climatique.

R. M.



Italie

Raz-de-marée anti-système, l'extrême droite revendique le pouvoir

■ Une percée historique des forces antisystème et eurosceptiques, majoritaires après les législatives dimanche, plonge dans l'incertitude l'Italie, où le chef de l'extrême droite a revendiqué de diriger le gouvernement.

Par Rosa C.

Avec un vote marqué à la fois par le rejet de la vieille classe politique, l'exaspération face au marasme économique et les tensions autour des migrants, l'Italie s'inscrit dans la lignée du Brexit, de la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et de la poussée de l'extrême droite ailleurs en Europe. «Pour la première fois en Europe, les forces antisystème l'emportent», a résumé l'éditorialiste du quotidien *La Stampa*.

La coalition de droite est arrivée en tête avec 37% des voix, selon des résultats partiels portant sur 95% des bureaux de vote.

Mais en son sein, c'est la formation eurosceptique et anti-immigration du chef de la Ligue Matteo Salvini, proche du Front

national (FN) français, qui a largement devancé le parti de Silvio Berlusconi.

«Je suis quelqu'un qui tient parole et l'engagement a été pris au sein de la coalition : qui l'emporte peut gouverner», a lancé M. Salvini, comme un appel au vieux milliardaire à tenir sa promesse.

«Nous avons le droit et le devoir de gouverner dans les prochaines années», a-t-il insisté, même si la coalition ne semble pas en mesure d'avoir la majorité au Parlement.

Mais cette perspective est mise à mal par la percée historique du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), qui devient le premier parti du pays avec un score dépassant les 32%.

Désormais, «tout le monde devra parler avec nous», s'est réjoui Alessandro Di Battista, l'un

des responsables du mouvement, après une campagne dirigée contre la corruption et le «caste» politique italienne.

M. Salvini a assuré qu'il parlerait «avec tout le monde» mais exclut devant la presse tout accord «de majorité étrange» avec le M5S : «N, O, N, NON, et soulignez trois fois !».

Le jeune leader, qui aura 45 ans vendredi, a transformé l'ancienne Ligue du Nord sécessionniste en une formation souverainiste et martelé un discours anti-immigration et défiant à l'égard de Bruxelles, qui semble avoir porté dans un pays en proie à l'euroscepticisme et qui a vu débarquer près de 700 000 migrants depuis 2013.

Silvio Berlusconi, qui s'était présenté à Bruxelles comme le seul rempart contre les populistes et les forces anti-euro, a donc perdu son pari et il n'est pas certain qu'il accepte de se ranger derrière M. Salvini. Le vieux milliardaire ne s'est pas exprimé depuis dimanche soir.

A l'étranger, Marine Le Pen, présidente du FN, a adressé via Twitter ses «chaleureuses félicitations» à M. Salvini, estimant que sa «progression spectaculaire»



PH. > D. R.

était «une nouvelle étape du réveil des peuples». Nigel Farage, ex-chef de l'Ukip, parti pro-Brexit en Grande-Bretagne, a pour sa part félicité sur Twitter ses «collègues» du M5S. Ce mouvement, fondé par le

comique Beppe Grillo en 2009, avait déjà créé la surprise en raflant 25% des voix aux dernières législatives de 2013, et s'assure une position centrale dans le futur Parlement.

R. C.



Points chauds

Répercussions

Par Fouzia Mahmoudi

Si les dirigeants européens ont tenté durant la première année de Donald Trump à la Maison-Blanche de faire preuve de compréhension et de diplomatie, l'Allemagne semble désormais prête à rendre sa désapprobation avec Washington publique. Ainsi, Berlin a estimé cette semaine que les Etats-Unis faisaient «fausse route» en misant sur «le repli sur soi et le protectionnisme», après les menaces du président Donald Trump visant les exportations européennes de voitures. «Nous ne voulons pas d'aggravation de la situation et nous ne voulons absolument pas de quelque chose s'approchant d'une guerre commerciale qui ne serait dans l'intérêt de personne», a déclaré Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière à Berlin. Le président américain a accentué sa rhétorique protectionniste en évoquant dans un tweet, au cours du week-end, une taxe sur les importations de voitures européennes si l'UE répliquait à sa décision d'imposer des droits de douane sur l'acier et l'aluminium. «Nous rejetons de telles mesures qui affecteraient sensiblement les flux d'échanges commerciaux internationaux, affecteraient sensiblement notre industrie mais aussi et surtout les salariés et les consommateurs des deux côtés de l'Atlantique», a souligné Seibert. Le gouvernement allemand va examiner avec la Commission européenne et ses partenaires européens, dont la France, «ce qui va véritablement être mis en œuvre cette semaine par l'administration américaine», a ajouté le porte-parole, en réaffirmant l'attachement de l'Allemagne au libre-échange. L'UE avait annoncé vendredi préparer des mesures de rétorsion sur des entreprises dont le constructeur de motos Harley-Davidson, le whiskey bourbon et le fabricant de jeans Levi's après l'annonce par Washington de l'imposition prochaine de droits de douane de 25% pour l'acier et de 10% pour l'aluminium. «Si l'UE veut encore augmenter les taxes et les barrières déjà énormes sur les sociétés américaines qui font des affaires là-bas, nous appliquerons simplement des taxes sur leurs voitures qui entrent librement aux Etats-Unis», avait rétorqué Donald Trump samedi. Interrogé par l'agence allemande DPA, le commissaire européenne au Budget, Günther Oettinger, a plaidé hier pour que l'UE prenne des «mesures appropriées» qui aient «un effet sur le marché américain sans pour autant déclencher une réaction disproportionnée et une escalade». Le président américain a déjà menacé à plusieurs reprises de taxes douanières les constructeurs européens, en particulier la puissante industrie automobile allemande et ses marques haut de gamme. Reste à voir si ces menaces seront suivies d'actions et quelles seront leurs répercussions sur les relations euro-américaines, dont la bonne tenue est le socle de la communauté internationale. Une Amérique en guerre économique avec l'Europe aurait ainsi des conséquences inattendues alors que Washington et Bruxelles, les cœurs de l'Occident, tentent eux-mêmes, ensemble, de résoudre tant de conflits à travers la planète.

F. M.

Allemagne Merkel veut redonner une «voix forte» à son pays en Europe

Angela Merkel a promis hier de se mettre vite au travail et de redonner à son pays une «voix forte» en Europe face aux défis minant l'UE, après six mois de paralysie politique qui l'ont affaibli. «Près de six mois après les élections» législatives du 24 septembre, les électeurs «ont le droit de s'attendre à ce qu'il se passe enfin quelque chose», a dit M^{me} Merkel au lendemain de la décision par référendum interne des sociaux-démocrates du SPD de former une majorité de gouvernement avec elle et de lui ouvrir la voie à un quatrième mandat de chancelière.

«Nous voyons tous les jours que l'Europe est très sollicitée, et qu'une voix forte de l'Allemagne, au côté de celle de la France et d'autres Etats membres, est nécessaire», a-t-elle dit avant une réunion de la direction de son parti chrétien-démocrate (CDU). Après ces mois d'imbroglio politique allemand, l'étendard européen semble en effet être passé aux mains du président français Emmanuel Macron.

Ce dernier attendait la reconduction de M^{me} Merkel pour négocier un ambitieux plan de réforme d'une Union européenne affaiblie par la montée des nationalismes et populismes. Dernier exemple en date, l'Italie avec l'essor aux législatives

dimanche de forces anti-système. Parmi les autres défis européens, la chancelière a cité péle-mêle lundi le commerce international, sur fond de conflit naissant avec les Etats-Unis de Donald Trump, et le conflit en Syrie, sur lequel l'UE est inaudible bien que la guerre civile a provoqué une crise migratoire en Europe sans précédent depuis 1945.

Angela Merkel, dont la candidature à la chancellerie a été formellement présentée à la chambre des députés hier en vue d'un vote le 14 mars, fait face aussi à la percée historique du mouvement d'extrême droite AfD.

Celle-ci a chamboulé le système politique allemand, mis les questions identitaires et d'immigration au premier plan du débat et nourri un début de fronde anti-Merkel au sein de son parti.

Une partie des propres troupes conservatrices de la chancelière considère que la montée en puissance d'une droite anti-migrants et anti-Europe est due à la ligne trop crispée d'Angela Merkel et à l'accueil de plus d'un million de demandeurs d'asile entre 2015 et 2017.

La chancelière a d'ailleurs dû accepter de donner un portefeuille ministériel, la Santé, au chef de file de ses détracteurs de l'aile dure de la CDU, le jeune et

ambitieux Jens Spahn. Ce dernier revendique un virage à droite et sa proximité avec Sebastian Kurz, le chancelier autrichien qui a fait alliance avec l'extrême droite dans son pays, dans la foulée de l'afflux migratoire de 2015.

Malgré ces aléas, M^{me} Merkel a une nouvelle fois démontré sa résistance, réussissant à arracher un quatrième mandat après 12 années au pouvoir.

La durabilité du gouvernement à venir reste néanmoins sujette à caution tant les sociaux-démocrates y sont allés à reculons. Le contrat de coalition prévoit même une clause de sortie dans moins de deux ans.

L'extrême droite s'est, elle, réjouie de la reconduction de cette alliance – GroKo en allemand –, considérant avoir tout à gagner car, selon l'AFD, les partis conservateur et social-démocrate perdent leur identité et leurs électeurs en gouvernant ensemble. «La facture arrivera au plus tard en 2021, lors des prochaines élections», a jugé Alice Weidel, coprésidente du groupe parlementaire de l'Alternative pour l'Allemagne. Avant l'entrée en fonction du quatrième gouvernement Merkel, quelques étapes formelles doivent encore avoir lieu. Ses alliés doivent ainsi encore finaliser la liste de leurs ministres.



Oscars 2018

«La forme de l'eau», de Guillermo del Toro, grand vainqueur

■ Le réalisateur mexicain Guillermo del Toro, grand vainqueur de la 90^e cérémonie des Oscars, a remporté, dimanche 4 mars, l'Oscar du meilleur film et celui du meilleur réalisateur pour son conte fantastique «La forme de l'eau», lors d'une soirée marquée par des messages contre les violences sexuelles et la politique anti-immigration du président américain Donald Trump.



Par Adéla S.

Le réalisateur mexicain de 53 ans, connu pour les monstres, vampires et super-héros peuplant ses œuvres, assure avoir réalisé cette fois «son premier film d'adulte». «Les monstres sont les saints patrons de nos merveilleuses imperfections», explique-t-il en recevant en janvier le

Golden Globe du meilleur film, pour sa romance fantastique entre une muette employée d'un laboratoire gouvernemental secret qui tombe amoureuse d'une créature reptilienne captive. Le tout s'est retrouvé à l'écran grâce à la magie du cinéma.

Et «La forme de l'eau», nommé 13 fois et qui repart avec 4 statuette, est son «œuvre maîtresse jusqu'à présent», car «il

manquait jusqu'alors un trait de caractère de Guillermo dans ses films, l'humour», estime Leonardo Garcia-Tsao, critique de cinéma et vieil ami du cinéaste. Frances McDormand obtient l'Oscar de la meilleure actrice pour «3 Billboards, Les panneaux de la vengeance». A 60 ans, la comédienne entre dans le club très privé des actrices deux fois oscarisées. Elle avait décroché une première statuette en 1997 pour son rôle de policière enceinte et tenace dans «Fargo», des frères Coen.

Gary Oldman remporte lui l'Oscar du meilleur acteur pour «Les Heures sombres». Il s'agit de sa première statuette. Il était donné favori après avoir gagné, entre autres, lors des Golden Globes et des Screen Actors Guild Awards. Le compositeur français Alexandre Desplat a décroché dimanche son deuxi-

me Oscar pour la bande-originale de «La forme de l'eau», confirmant sa place aux côtés de musiciens français mythiques comme Georges Delerue, Maurice Jarre ou Michel Legrand.

Pixar encore gagnant

Coup de cœur du public, «Coco», qui raconte l'histoire d'un petit garçon poursuivant ses rêves sur fond de la fête des morts au Mexique, a remporté l'Oscar du meilleur film d'animation. C'est la sixième victoire d'affilée pour le groupe Disney, qui a racheté en 2006 Pixar, vainqueur à trois reprises sur cette série avec «Coco», «Vice Versa» et «Rebelle». Sur les onze dernières cérémonies, Pixar l'a emporté sept fois, et le groupe Disney dans son ensemble, dix fois. Ce dessin animé, que son

co-réalisateur Lee Unkrich qualifie de «lettre d'amour au Mexique», est le premier du studio Pixar s'immergeant totalement dans une culture étrangère. C'était un pari risqué à un moment où Donald Trump a accédé à la présidence des Etats-Unis en usant durant sa campagne électorale d'une rhétorique anti-Mexicains.

Metoo présent

Une vidéo a été diffusée pour se remémorer une année particulière, marquée par l'affaire Weinstein, le mouvement #metoo et plus généralement d'ouverture d'Hollywood aux minorités. La séquence a été présentée par Ashley Judd, Salma Hayek et Annabella Sciorra, trois actrices qui ont été harcelées sexuellement et menacées par le producteur Harvey Weinstein, la dernière affirmant même avoir été violée par le magnat déchu.

La vidéo s'est ouverte sur une autre actrice harcelée par Harvey Weinstein, Mira Sorvino, qui a expliqué que, depuis l'autisme, avec les mouvements #metoo et Time's Up, «tout le monde a maintenant une voix pour exprimer quelque chose qui se déroule depuis toujours, pas seulement à Hollywood, mais dans toute la société».

Mais le propos s'est rapidement élargi à l'ensemble des films qui ont ouvert de nouvelles voies à Hollywood depuis l'an dernier, de «The Big Sick», dont le héros est d'origine pakistanaise, à «Black Panther», premier film Marvel dédié à un super-héros noir, en passant par «Lady Bird», réalisé par une femme, Greta Gerwig – snobé par l'académie, puisqu'il repart sans aucune récompense.

A. S.

Prix «Souad M'hamed» des Nations unies

Fella El-Djazairia lauréate

La chanteuse Fella El-Djazairia a remporté le prix «Souad M'hamed» décerné parmi d'autres distinctions par le Bureau des Nations unies des arts (Unarts) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), selon la liste des lauréats dévoilée par les organisateurs sur la Toile.

Fella El-Djazairia fait partie des 19 artistes arabes de différents genres artistiques choisis pour être honorés lors de la deuxième édition du festival «Ancien et nouveau», organisé chaque année par l'Unarts pour la région MENA.

La liste des lauréats comporte un panel de célébrités à l'instar, entre autres, de l'actrice égyptienne Yousra (prix Fatem

Hamama), le chanteur émirati Hassan El-Jassimi (prix Abdelhalim Hafez), l'actrice tunisienne Hind Sabri (prix Hind Rostom) et la chanteuse Nawel El-Koweitia (prix Faiza Ahmed).

Les prix du festival, organisé cette année sous le slogan «Notre grand monde arabe», seront remis lors d'une cérémonie prévue le 7 avril prochain au Caire.

Connue au Machreq comme «Soltanate Ettarab» (reine du chant arabe), Fella El-Djazairia est sous le coup d'une interdiction d'entrée sur le territoire égyptien depuis plus d'une vingtaine d'années suite à des démêlés avec la justice égyptienne.

En 2011, bien qu'elle a été invitée pour participer en Egypte

au 20^e édition du Festival de la musique arabe par les organisateurs, elle s'est vu refuser l'accès au sol égyptien à son arrivée à l'aéroport international du Caire.

Le parcours artistique de Fella El-Djazairia dont le vrai nom est Fella Abassa, est riche de plusieurs titres à succès dans le Tarab comme dans les différents genres et styles que recèle le patrimoine algérien et maghrébin d'une manière générale.

«Tachakurat», «Ahl El-Maghna», «Ki Lyoum», «Ana Djazairia», «El Maâqra», «Rani Djay», «Hatta Thania», «Zid Echoug», sont certains des titres phares de la chanteuse, fille d'un des piliers de la chanson bédouine, Abdelhamid Abassa.

Elle a également fait des duos

avec des chanteurs arabes et d'Algérie comme Walid Tewfik, Zine Chaker, Adel El-Iraki, Samir Toumi, Cheb Anouar, ainsi que l'interprétation de chansons-hommage à Warda El-Djazairia, George Wassouf, Edith Piaf, Noubli Fadel et la moudjahida Djamilia Bouhired.

Souad M'hamed est une chanteuse égyptienne née le 2 février 1926 à Beyrouth, de père égyptien et de mère libanaise. Elle est morte le 4 juillet 2011 à l'âge de 85 ans. Ses plus célèbres chansons sont «Wahachtini» et «Kad Kafani», outre des titres consacrés à des opérètes et autres films comme «Chaima, la sœur du prophète».

A. S.

Oran

Des touches féminines à une exposition collective

Une exposition collective d'artistes peintres s'est ouverte dimanche au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO) sous le slogan «touches féminines où se mêle le langage des couleurs».

Cette manifestation, à laquelle prennent part 35 femmes peintres des wilayas de l'ouest algérien, est considérée comme le premier regroupement des créations de femmes en art optique au niveau national, selon la coordinatrice de cette exposition organisée par le musée national public «Ahmed-Zabana» d'Oran. Les cimaises du hall du musée sont décorées

de 96 toiles de peintres diplômées des Ecoles des beaux-arts, d'enseignantes des établissements universitaires, de femmes au foyer et d'autodidactes. A noter la présence d'une pléiade de femmes artistes pionnières d'arts plastiques à Oran, à indiqué l'artiste Faiza Tahraoui.

Des créations d'étudiantes universitaires qui n'ont pas eu l'occasion auparavant de présenter leurs œuvres sont présentes, mettant en relief un attachement au dessin et des talents artistiques, selon la coordinatrice. La plupart des œuvres des participantes expriment des

touches artistiques qui diffèrent d'une artiste à une autre, des ambitions et des espoirs de promouvoir l'art pictural algérien et de véhiculer les sentiments spontanément, selon les organisateurs. Les tableaux des participantes dont les styles artistiques inspirés de l'impressionnisme, l'abstrait, le surréalisme, la calligraphie arabe, la miniature et la sculpture, traitent de plusieurs sujets sociaux décrivant des traditions et coutumes de la société, des vieux quartiers, exprimant des causes humanitaires, la souffrance des peuples et la solidarité avec la question

palestinienne, indique-t-on.

A cette occasion, les artistes Leïla Farhat, Keskoussa Malika, Benabbou Fatima, Seghir Melouka, Aouf Moulekhla, qui sont des pionnières d'arts plastiques d'Oran, ont été honorées en reconnaissance à leur contributions continue pour promouvoir l'art algérien plastique et animer la scène culturelle à travers leur participation à des expositions tenues de temps à autre à Oran.

Une visite à cette exposition sera organisée en faveur des élèves des écoles et des ateliers de calligraphie et dessins et

deux conférences sont programmées sur les thèmes «lecture artistique du peintre feu Mohamed Khedda» et «étudiants de l'Ecole des beaux-arts d'Oran durant les années 70».

Racim C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle El-Mouggag (Alger)

Samedi 10 mars à 19h30 :

Concert de Marc Lavoine.

L'entrée est sur réservation (2 places maximum) à l'adresse : chanssonfrancaisemarclavoine2018.alger@if-algerie.com



Jeux olympiques de la jeunesse 2018 Trois de nos lutteurs seront au rendez-vous de Buenos Aires

TROIS LUTTEURS de la sélection algérienne (cadets) ont composé leur billet qualificatif aux prochains Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2018), prévus du 6 au 18 octobre à Buenos Aires (Argentine), a appris l'APS dimanche de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). «Trois lutteurs de la sélection des cadets sont déjà qualifiés aux prochains Jeux olympiques de la jeunesse de Buenos Aires, en attendant la réunion de répartition de l'Union mondiale de lutte (UWW) pour l'attribution de deux billets supplémentaires à l'Algérie», a déclaré le directeur des équipes nationales (DEN), Idriss Haoues. Il s'agit d'Oussama Laribi (55 kg) en lutte libre ainsi que d'Ahmed

Abdelhakim Merikhi (60 kg) en lutte gréco-romaine, médaillés d'or aux championnats d'Afrique à Port Harcourt, au Nigeria (7-11 février). Pour rappel, les sélections algériennes de luttes associées (cadets, juniors, seniors et dames) avaient remporté 37 médailles (16 or, 10 argent et 11 bronze) lors du rendez-vous de Port Harcourt. Les Jeux olympiques de la jeunesse sont une compétition multisports similaire aux Jeux olympiques mais réservée uniquement aux jeunes athlètes âgés de 14 à 18 ans. Elle a été créée par le Comité international olympique (CIO). Les premiers JOJ ont été organisés en 2010 à Singapour, alors que la ville chinoise de Nankin a abrité la deuxième édition en 2014.

Tennis/Tournoi ITF juniors «La Raquette d'Or» Rihane et Benkaddour dans le tableau final

LES TENNISMEANS algériens Youcef Rihane et Lynda Benkaddour intégreront directement le tableau final du tournoi international juniors «La Raquette d'Or», prévu du 5 au 10 mars à Mohammadia (Maroc), selon la liste finale d'admission dévoilée dimanche par les organisateurs. Cette compétition de grade 3, sur les courts en terre battue du Royal Tennis Club de Mohammadia, va drainer la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial, aussi bien chez les garçons que chez les filles. Parmi eux, le Sud-africain Philip

Henning (56"), le Français Titouan Drouguet (64") et l'Espagnol Alejandro Vedri Asensi (65"), alors que Rihane pointe actuellement au 149^e rang. Chez les filles, c'est la Marocaine Diae El Jardi qui sera tête de série N.1, grâce notamment à son bon classement mondial (56"), alors que Benkaddour pointe actuellement au 312^e rang. Les tours qualificatifs sont déjà en cours, mais admis directement dans le tableau final, les deux Algériens ne feront leur entrée en lice qu'à partir de lundi.

Judo /Open féminin de Varsovie L'EN à la 13^e place avec une médaille de bronze

LA SÉLECTION algérienne seniors de judo a terminé à la 13^e place de l'Open féminin de Varsovie, grâce notamment à la médaille de bronze de Sonia Asselah chez les plus de 78 kg, décrochée dimanche au second jour de cette compétition, organisée les 3 et 4 mars dans la capitale polonaise. Asselah était la dernière des huit Algériennes engagées dans ce tournoi à monter sur le tatami. Elle a été versée dans la poule «A» où elle a été exemptée du premier tour, faisant qu'elle n'a eu besoin que d'une seule victoire, contre la Polonaise Anna Zalcznica, pour aller en demi-finales où elle s'est finalement inclinée contre l'Ukrainienne Anastasia Sapsai, la future médaillée d'or dans cette catégorie de poids. Asselah s'est ainsi contentée du bronze, mais cette médaille suffit au bonheur de la sélection algérienne car ayant grandement contribué à son classement dans ce tournoi qui a drainé la participation de 147 judokas représentant 24 pays. Un peu plus tôt dans la matinée de dimanche, Kaouthar Ouallal avait pris la 7^e place chez les moins de 78 kg, après ses deux défaites consécutives, contre la Polonaise Paila Kulga et la Belge Sophie Berger, respectivement

au premier tour de la poule «A» et aux repêchages. L'Algérie a été le seul pays africain inscrit dans cette compétition. Outre Asselah et Ouallal, elle a engagé six autres athlètes, à savoir Imène Agour (-63 kg), Faïza Aïssahine (-52 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Yamina Halata (-57 kg), Hadjer Mecerrem (-48 kg) et Meriem Moussa (-52 kg). Samedi, au premier jour de la compétition, Moussa avait obtenu la 5^e place dans sa catégorie de poids, au moment où Aïssahine et Halata s'étaient contentées de la 7^e.

Coupe de la CAF/CRB-Nkana FC (Zambie) cet après-midi au 20-Août

Le Chabab pour prolonger l'aventure

■ Le Chabab Belouizdad tentera de prolonger l'aventure en compétition africaine en recevant cet après-midi, au stade du 20-Août 55 d'Alger, la formation zambienne du Nkana FC pour le compte des 1/16^{es} de finale de la Coupe de la Confédération africaine.

Par Mahfoud M.

S'étant qualifié aux dépens du Onze créateur du Mali, le CRB ne veut pas s'arrêter là et souhaite atteindre au moins la phase des poules de cette compétition. Pour cela, il n'a d'autre choix que de l'emporter face aux Zambiens dans une rencontre qui, a priori, devrait lui réussir d'autant que l'adversaire n'est pas vraiment un foudre de guerre. Toutefois, il faut savoir que ce qui inquiète le plus les gars de Laâkiba c'est le fait qu'ils n'ont pas vraiment d'informations sur cette équipe. Les Rouge et Blanc devraient donc être sur leurs gardes et faire très attention à cette formation. Les coéquipiers de Draoui, qui restent sur une contreperformance à domicile, doivent se reprendre et rassurer leurs fans après ce nul face à l'OM. C'est ce qui les a amenés à arrêter une séance d'entraînement pour demander une réaction des joueurs au plus



Les belouizdadis prêts à relever le défi

vite pour sauver leur team d'une descente aux enfers, puisque le club est menacé de relégation en Ligue II. Le coach marocain, Rachid Taouessi, promet de faire le nécessaire pour relancer l'équipe et lui donner une nouvelle âme. Il avouera que le CRB se donnera à fond pour remporter une victoire lors de ce match aller et aborder ainsi le match retour avec une plus grande sérénité. Il lui faudra aussi mar-

quer un maximum de buts pour ne pas se faire surprendre en Zambie. Pour ce match, l'équipe sera amputée sans doute de trois joueurs, à savoir, Heriat, Belaili et Lakrou, ce qui compliquera un peu la situation même si le driver affirme avoir les solutions qu'il faut pour les remplacer.

M. M.

Galatasaray Feghouli souhaite remporter le titre

Le milieu international algérien de Galatasaray, Sofiane Feghouli, triple passeur décisif lors de la large victoire décrochée samedi soir sur le terrain de la lanterne rouge Karabukspor (7-0) en ouverture de la 24^e journée du championnat turc de football, a indiqué qu'il visait le titre avec le club stambouliote. «L'objectif de chacun d'entre nous est d'emmener l'équipe vers le titre cette saison et c'est ce que nous allons faire jusqu'à la dernière journée», a affirmé Feghouli à l'issue de la partie au micro de beIN Sports. Le joueur algérien s'est distingué avec trois passes décisives à son coéquipier français Bafetimbi Gomis, auteur d'un

quadruplé lors de cette rencontre. Il détient désormais 7 offrandes en championnat, soit une passe de la deuxième place au classement des passeurs, occupée notamment par le Français Mathieu Valbuena (Fenerbahçe) ou encore son coéquipier le Marocain Younes Belhanda. «Nous avons respecté l'adversaire. Nous étions très concentrés, nous avons pressé l'adversaire depuis les premières minutes du match et nous sommes satisfaits du résultat. J'essaie toujours de donner le plus nécessaire à mon équipe et de l'aider à gagner et c'est ce que j'ai fait aujourd'hui», a-t-il ajouté. Galatasaray, dirigé par l'emblématique entraîneur turc

Fatih Terim, devra faire face à la concurrence d'Istanbul Basaksehir avec qui il partage le fauteuil de leader avec 50 points chacun, à dix journées de l'épilogue. Feghouli (28 ans) avait rejoint Galatasaray l'été dernier en provenance de West Ham (Premier League anglaise) pour un contrat de cinq ans. Il avait pris part à 23 matchs avec les «Hammers» la saison écoulée, marquée par des blessures à répétition, inscrivant 3 buts. Écarté de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon, Feghouli n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis juin 2017 sous la conduite de l'ancien sélectionneur, l'Espagnol Lucas Alcaraz.

Coupe d'Algérie (1/4 de finale)

JSK-USMB ajourné

La rencontre JS Kabylie-USM Blida, comptant pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie, a été reportée à une date ultérieure, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site. Initialement prévue pour mardi (16h00) au stade 5-Juillet d'Alger suite à la décision du Bureau fédéral de programmer les matchs de Coupe d'Algérie dans des stades devant contenir 20 000 spectateurs au minimum, la rencontre a été finalement reportée à une date ultérieure sans donner plus de précisions. Le procès-verbal de la Commission d'homologation de la Ligue de football professionnel qui s'est déplacée au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou avant le début de

l'actuelle saison 2017-2018 indique que le stade est d'une capacité totale de 14 400 places. Le jeudi 28 décembre 2017, le formulaire d'inscription à la Coupe d'Algérie 2017-2018 envoyé par la JSK indique que la capacité du stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou est de 17 000 places. Sur la base de ces deux documents officiels, la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie a donné la possibilité aux dirigeants de la JSK de choisir le stade où ils souhaiteraient accueillir l'USMB en quarts de finale de la Coupe d'Algérie. Le 26 février dernier, Chérif Mellal, nouveau président de la SSPA/JSK, avait envoyé un document de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de

Tizi-Ouzou selon lequel un bureau d'études révèle une augmentation dans la capacité d'accueil du stade à 21 240 places, tout en sollicitant la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie d'opérer un autre contrôle et en s'engageant à accepter le verdict de cette dernière. Après un dernier contrôle effectué mercredi, la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie a confirmé que la capacité d'accueil du stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou n'atteint pas les 20 000 places et que, de ce fait, la rencontre des quarts de finale de la Coupe d'Algérie ne pourra pas se dérouler à Tizi-Ouzou.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

De nationalité égyptienne

Oran : l'ex-P-DG de la société Sorfert condamné à 5 ans de prison

L'EX-PDG de la société Sorfert, Amr Hassaballah, actuellement en fuite, a été condamné lundi par le pôle pénal spécialisé du tribunal de Haï Djamel Eddine (Oran), à cinq ans de prison ferme et à une amende de 27,7 millions DA, tandis que la directrice juridique de la société, K.F, a été condamnée à deux ans de prison ferme et d'une amende de 200 000 DA.

Une amende dite de solidarité d'un montant de 2 millions DA a été infligée aux deux premiers inculpés dans cette affaire. En outre, le tribunal a confirmé le mandat d'amener international lancé contre l'ex-P-DG de la Sorfert. Les prévenus ont été par contre jugés non coupables concernant les accusations d'infraction à la législation des changes et de mouvements illicites de capitaux.

Le représentant du ministère public avait requis, auparavant, une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des deux premiers accusés ainsi que 7 ans de prison ferme à l'encontre du transporteur.

Le représentant du ministère public a également requis des amendes à l'encontre de chacun des accusés, équivalentes au double de la somme de 16 millions de dollars US détournés. Pour rappel, le tribunal du pôle pénal spécialisé d'Oran avait condamné, le 18 octobre dernier, l'ex-DG de la société Sorfert à 5 ans de prison ferme par contumace et la juriste de l'entreprise à 2 ans de prison ferme.

Une enquête pour transfert

illicite à l'étranger de plus de 300 millions USD par Orascom Construction Industries, l'associé de Sonatrach dans la Sorfert dans le cadre de la réalisation du complexe d'engrais à Arzew, a été ouverte par le pôle judiciaire spécialisé au tribunal d'Oran en 2012. L'enquête a été enclenchée, suite au refus du commissaire aux comptes de la Sorfert de valider un certain nombre d'opérations financières accomplies par cette société dans laquelle la partie égyptienne, qui dispose de 51% de parts, assure la gestion, et en a informé la justice. Le commissaire aux comptes a refusé de valider ces opérations, car les services financiers de l'entreprise n'ont pas respecté la réglementation algérienne en matière de transferts de devises vers l'étranger. En outre, en 2015, une tentative de transfert de pas moins de 16 millions USD à l'étranger a été faite, via la BEA, une somme représentant officiellement les salaires des employés étrangers de l'entreprise, alors qu'aucun texte ni autorisation n'avait fait mention auparavant du recrutement d'employés à l'étranger. Lors du procès, le responsable des finances au sein de l'usine Sorfert a évoqué le caractère privé de la société qui la dispenserait de recourir au code des marchés.

De leur côté, les responsables de la BEA ont soutenu que le transfert de l'argent était conforme aux procédures, signalant que ce transfert avait l'aval de trois directions centrales de la banque, ainsi que celui de la Banque d'Algérie.

Spécialisée dans la production d'ammoniac et d'urée et basée à Arzew (Oran), Sorfert Algérie est une joint-venture entre Orascom Construction and Industries (OCI) et le groupe Sonatrach.

Slim O.

Elections législatives en Italie : l'extrême droite et les populistes en tête



Louvis

Djalou@hotmail.com

Entreprises chargées des projets de gaz et d'électricité à Béjaïa

Privés de paiement, les promoteurs protestent devant le siège de la SDE

Les entreprises privées d'électricité et de gaz, affiliées à l'Association nationale des entreprises de l'électricité et du gaz (ANEEG), se sont rassemblées hier mais, individuellement une nouvelle fois, devant le siège de la Société de distribution de gaz Est ex-Sonelgaz pour réclamer le paiement de leurs factures antérieures des services et prestations exécutés en faveur du maître d'ouvrage qui est le groupe Sonelgaz.

Par Hocine Cherfa

Ils étaient au moins 22 chefs d'entreprise à se rassembler devant la SDE hier. Pour rappel plusieurs actions de protestation avaient été menées à Béjaïa, Alger et Boumerdès l'an dernier à ce sujet mais, il reste que la prise en charge de leurs revendications n'est pas totale pour ne pas dire minime. Pour rappel, les protestataires avaient cessé de travailler et les chantiers étaient à l'arrêt pour réclamer le paiement d'au moins la moitié des créances avant de reprendre le travail quelques mois après pour ne pas pénaliser les populations qui ne cessent de réclamer le raccordement au gaz naturel, ceci suite aussi aux engagements pris par les pouvoirs publics de régler ces situations financières en souffrance. Depuis, 16 milliards de centimes ont été débloqués et 05 entreprises sur 53 engagées dans le cadre du programme quinquennal 2009/2014 ont

reçu leur dû mais, les autres attendent toujours leur dû, pour ne pas dire asphyxiées par les dettes contactées auprès des fournisseurs et les autres charges comme les charges patronales, les impôts, les charges salariales, l'entretien, les cotisations auprès de la Casnos, etc. Certains patrons ont dû vendre du matériel pour payer leurs charges et les salaires des travailleurs, nous dit-on. «Sur les 53 entreprises engagées 90% d'entre elles sont à l'arrêt faute de moyens financiers», nous a dit, hier, Rémila El Hanafi, vice-président de l'ANEEG qui a précisé que l'action a été organisée individuellement avant d'annoncer une action d'envergure qui sera observée prochainement sous la houlette de l'association. Pour lui, les politiques et les élus doivent s'y mettre et nous aider afin de régler ce problème qui risque de paralyser encore les chantiers en cours de réalisation. «Ce n'est pas qu'on ne veut pas tra-

vailer mais on ne peut pas le faire faute de moyens financiers pour faire face aux charges», a-t-il expliqué, regrettant qu'à Tizi-Ouzou, au moins 56 milliards de centimes ont été débloqués pour payer les entreprises; et pour Béjaïa même pas la moitié de ce montant. Il dira: «certaines entreprises risquent de disparaître si la situation se poursuit». Chose qui a été confirmée hier sur radio Soummam par Fouad Adrar l'un des entrepreneurs membre du bureau national de l'ANEEG ayant participé au sit-in. Lequel a affirmé que la majorité des entreprises n'ont pas reçu un sou depuis 18 mois. S'agissant du montant global détenu par les entreprises, M. Rémila l'a estimé à environ 300 milliards de centimes. Il a rappelé avoir rencontré à deux reprises des responsables au ministère de l'Energie dont la SG qui a écouté les doléances. Mais la situation reste toujours floue, dit-il.

H. C.

Iharqan / Béni M'elikeche

Mystérieuse disparition d'un garçon de 10 ans depuis trois jours

LA POPULATION de Tazmalt et d'Atth M'elikeche est en émoi depuis quatre jours. Le petit garçon Sofiane Guenoun âgé de 10 ans disparu samedi vers 15h au village Iharqan près Rodha à quelque 3 km de la ville de Tazmalt n'est toujours pas retrouvé. La triste nouvelle a plongé la population de Tazmalt et de Béni M'elikeche dans l'émoi. La disparition mystérieuse de Sofiane, qui n'a donné depuis aucun signe de vie vient de s'ajouter à la longue liste des victimes de kidnapping observée depuis quelques années en Algérie. Un phénomène nouveau dans

notre société. A ce stade de la disparition, il est difficile de savoir si le petit Sofiane a été enlevé par des mains malveillantes ou il a fait une fugue. Depuis les premières heures de sa disparition une grande mobilisation de la population de Tazmalt et Béni M'elikeche a été observée. Le mouvement associatif est aussi de la partie. Les recherches continuent, elles sont organisées tous les jours même la nuit pour le retrouver et le rendre à sa famille saint et sauf inshallah. Hier, les recherches ont été à nouveau organisées sur place, autour des villages voisins, par

les citoyens de la région. Les éléments de la Gendarmerie nationale (compagnie de Tazmalt et la section de sécurité et d'intervention du groupement de Béjaïa) sont également mobilisés sur le terrain pour le retrouver ceci en parallèle d'une enquête ouverte sur cette disparition inquiétante. La famille du petit Sofiane, 10 ans, est très inquiète car le petit garçon reste introuvable dans la région. Ce qui fait penser au pire, autrement dit à un kidnapping. Des appels ont été lancés par sa famille et par le mouvement associatif pour toute personne ayant des informa-

tions à appeler la brigade de gendarmerie ou le commissariat de police le plus proche ou appeler les numéros verts 10 55 (le numéro vert de la gendarmerie) ou le 15 48 (Sûreté nationale). Il est utile de rappeler que les recommandations à adopter afin d'éviter de se retrouver dans cette situation est que les parents doivent accompagner leurs enfants à l'école, les récupérer à leur sortie et ne pas les laisser s'éloigner de chez eux en jouant ou les surveiller.

H. Cherfa